

Ukraine : les Européens, choqués par l'échec et la violence de la rencontre Trump-Zelensky, se préparent à un sommet décisif

La rencontre aura lieu dimanche à Londres, en présence des principaux dirigeants européens et du président ukrainien. L'objectif : définir une ligne pour continuer à soutenir Kiev et assurer la sécurité de l'Europe face à une Russie confortée par une administration Trump prête à toutes les concessions.

Par Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante) et Philippe Ricard

Publié hier à 04h30, modifié hier à 13h51 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Et maintenant ? Au-delà de l'Ukraine, c'est toute l'Europe qui est ébranlée par l'échec et la violence de la rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, vendredi 28 février, à la Maison Blanche. Sans les Etats-Unis, comment résister à Moscou ? Comment, en cas de lâchage américain, continuer à soutenir Kiev et, au-delà, assurer la sécurité de l'Europe face à une Russie confortée par une administration Trump prête à toutes les concessions pour signer au plus vite la cessation des hostilités ? C'est à ces questions existentielles que devraient s'efforcer de répondre les Européens lors du sommet que le premier ministre britannique, Keir Starmer, a organisé à Londres dimanche 2 mars. Après les échanges plutôt chaleureux qu'il avait eus avec Donald Trump, jeudi 27 février, le Britannique espérait convaincre ses partenaires de la capacité de son gouvernement à servir de « pont » entre le Vieux Continent et les Etats-Unis. L'humiliation subie par M. Zelensky devant les caméras du monde entier efface d'un coup ses efforts, ainsi que ceux d'Emmanuel Macron, pour plaider la cause ukrainienne auprès de Donald Trump.

Lire aussi | [En direct, guerre en Ukraine : « Malgré les mots durs, nous restons des partenaires stratégiques », dit Volodymyr Zelensky au lendemain de l'altercation avec Donald Trump](#)

En vingt-quatre heures, vendredi, les Européens se retrouvent encore plus seuls qu'ils ne l'étaient deux semaines plus tôt, lorsque à la Conférence de Munich sur la sécurité, le 14 février, le vice-président américain, J. D. Vance, avait spectaculairement minimisé les menaces russes et chinoises pour critiquer l'Union européenne. Comme l'a reconnu vendredi soir l'Estonienne Kaja Kallas, la pourtant très atlantiste haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, sur le réseau X : « *Aujourd'hui, il est devenu clair que le monde libre a besoin d'un nouveau leader. C'est à nous, Européens, de relever ce défi.* »

S'il est maintenu, le sommet de Londres va donc se transformer en un nouveau sommet de crise. Après avoir parlé au téléphone aux présidents Trump et Zelensky, le premier ministre britannique a promis, tard dans la soirée vendredi, son soutien « *inébranlable* » à l'Ukraine, et a assuré vouloir « *prendre sa part pour trouver une paix durable, fondée sur la souveraineté et la sécurité de l'Ukraine* ».

Préparation de la force de maintien de la paix européenne

Outre le président Zelensky, ce sommet londonien doit réunir les chefs d'Etat et de gouvernement français, allemand, polonais, italien, danois et turc, ainsi que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le président du Conseil, Antonio Costa, et le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte. Keir Starmer a prévu de s'entretenir un peu plus tôt dans la journée par lien vidéo avec les dirigeants des pays baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie).

La réunion doit notamment permettre de poursuivre les travaux préparatoires à la force de maintien de la paix européenne que Londres et Paris proposent de déployer en Ukraine, dans le cadre d'un véritable accord de paix, après un éventuel cessez-le-feu.

Lire aussi | [« En matière de sécurité et de défense, l'Union européenne dispose de moyens d'action limités »](#)

Après les échanges entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, vendredi, l'espoir d'un *backstop*, appui sécuritaire américain pour dissuader Vladimir Poutine de violer un futur accord, pourrait devenir illusoire. La question sera davantage de savoir si Keir Starmer maintient sa proposition d'envoyer des soldats britanniques en Ukraine, au risque de confrontations directes avec les Russes, sans l'appui des Américains. Et si d'autres Etats européens – la France au premier chef – sont prêts à le suivre.

Les dirigeants des Vingt-Sept doivent de leur côté se réunir, jeudi 6 mars, à Bruxelles, pour un conseil européen extraordinaire. Les Européens devaient annoncer de nouvelles mesures de soutien à Kiev et se concerter sur la façon de renforcer leurs efforts de défense, afin de mieux « *partager le fardeau* » avec leur « *allié* » américain, que ce soit dans le cadre de l'OTAN ou en dehors. Nul doute que la charge de Donald Trump contre le président ukrainien risque de les obliger à précipiter certaines décisions – sans attendre que leur riposte sécuritaire soit prête.

Avant même ces sommets, les réactions de solidarité ont très vite afflué, vendredi 28 février. D'Emmanuel Macron à Donald Tusk en passant par Olaf Scholz et les responsables des instances bruxelloises, la plupart des dirigeants du Vieux Continent ont apporté leur soutien au président ukrainien, confronté à l'hostilité des Etats-Unis, au moment où leur soutien militaire est d'autant plus crucial que les forces russes continuent de progresser sur le terrain.

« *Une Europe puissance, nous en avons plus que jamais besoin. (...) Le sursaut, c'est maintenant* », a tweeté Emmanuel Macron, après le départ précipité du dirigeant ukrainien de la Maison Blanche. Pour lui, « *si quelqu'un joue à la troisième guerre mondiale, c'est Vladimir Poutine* », et non Volodymyr Zelensky, comme l'en a accusé Donald Trump pendant l'entretien.

Lire aussi | [Liubov Tsybulska, spécialiste ukrainienne de la désinformation russe : « Pour les Russes, le rêve devient réalité : un président américain répète leur propagande »](#)

Lors de son passage à la Maison Blanche, lundi 24 février, le président français avait espéré que son homologue ukrainien vienne au plus vite à Washington pour signer l'accord sur les terres rares négocié au forceps avec l'administration républicaine – un compromis qui est resté en suspens, vendredi soir. Cela devait permettre à Volodymyr Zelensky, espérait-il, de détailler ses positions à Donald Trump, avant que celui-ci ne rencontre Vladimir Poutine, à une date qui reste incertaine. Alors que les Américains menaçaient de renoncer au rendez-vous, Emmanuel Macron avait même pris son téléphone, mercredi 26 février, pour convaincre le locataire de la Maison Blanche de recevoir

son homologue ukrainien.

« Avec l’Ukraine, pour le meilleur et pour le pire »

A la fin d’une visite au Portugal, vendredi 28 février, le chef de l’Etat s’est dit prêt à « *ouvrir la discussion* » sur la dissuasion nucléaire européenne, à la suite des demandes en ce sens du probable futur chancelier allemand, le chef de file chrétien-démocrate Friedrich Merz. Une demande, elle aussi impensable, il y a encore quelques mois. « *Nous sommes avec l’Ukraine pour le meilleur et pour le pire. Nous ne devons jamais confondre l’agresseur et la victime dans cette terrible guerre* », a assuré ce dernier. « *Vous ne serez jamais seuls* », ont proclamé dans la soirée Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, et Antonio Costa, celui du Conseil européen.

Face aux questions cruciales qui se posent à eux – quelle relation transatlantique ? quelle paix en Europe ? –, les Européens sont divisés. « *Ce qu’il faut, c’est un sommet immédiat entre les Etats-Unis, les Etats européens et les alliés pour parler franchement de la manière dont nous entendons faire face aux grands défis d’aujourd’hui, à commencer par l’Ukraine, que nous avons défendue ensemble ces dernières années* », a déclaré la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, vendredi soir, en gardant une position médiane. Tout en soutenant l’Ukraine, M^{me} Meloni n’entend pas critiquer l’administration Trump, dont elle est idéologiquement proche. Quant au premier ministre hongrois, Viktor Orban, il a appuyé explicitement la démarche de Donald Trump, à l’instar de nombreux partis d’extrême droite, dont le FPÖ autrichien et la Ligue de Matteo Salvini en Italie. « *Le président Donald Trump a courageusement défendu la paix*, a commenté le dirigeant populiste. *Les hommes forts font la paix, les hommes faibles font la guerre.* »

Lire aussi | [« En matière de sécurité et de défense, l’Union européenne dispose de moyens d’action limités »](#)

Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante) et **Philippe Ricard**

Services *Le Monde*

Découvrir

Calculez votre empreinte
carbone et eau avec
l'Ademe

Retrouvez nos der
hors-séries, livres
du Monde